STATUTS

Le génitif masculin n'est pas discriminatoire mais uniquement utilisé pour faciliter la lecture

I. NOM / SIEGE / DUREE

1. L'Association Transfrontalière des Communes Riveraines de l'Aéroport International de Genève (ci-après "l'Association") est une association de droit privé, organisée conformément aux articles 60 et ss du Code civil suisse.
2. Le siège de l'Association se trouve à la mairie de Vernier, 9 rue du Village, 1214 Vernier.
3. L'Association est fondée le 13 mai 2002. Sa durée est illimitée.

II. BUTS

4. L'Association a pour buts:
 - a) la protection des populations riveraines de l'aéroport vivant sur le territoire de ses Membres (ci-après "la Région") contre le bruit excessif et les autres nuisances liées à l'exploitation de l'Aéroport, telles les émanations de gaz d'échappement, etc;
 - b) le maintien d'un environnement de vie sain et naturel dans la Région;
 - c) la défense des intérêts et des droits de ses Membres et de leur population, dans tous les domaines qui ont un lien direct ou indirect avec l'exploitation de l'Aéroport;
5. Tout en reconnaissant l'importance économique de l'Aéroport pour la Région, l'Association travaillera, dans l'optique d'un développement durable, notamment aux tâches suivantes:
 - a) sensibiliser la population et les autorités cantonales, fédérales, françaises et européennes aux problèmes touchant la Région de l'aéroport dans les cantons de Genève, Vaud et de la France voisine, notamment par la mise sur pied de conférences, séminaires et colloques, par des publications et l'emploi de tous supports de communication généralement utilisés en matière de relations publiques, notamment la création et le maintien d'un site internet;
 - b) limiter autant que faire se peut et/ou stabiliser si nécessaire la charge totale de bruit ainsi que les nuisances provoquées par le trafic aérien;
 - c) préparer en concertation avec les organes de l'Etat (fédéral et cantonal) et de l'Aéroport un programme d'actions, dans le but de faire adopter des mesures concrètes en matière de trajectoire des avions, de choix des appareils, des horaires, tout particulièrement en ce qui concerne les vols de nuit, de mesures d'insonorisation et de leur financement ainsi que s'agissant de l'établissement de programmes incitatifs ou dissuasifs de

taxes sur les nuisances; lorsque la concertation n'aboutit pas, engager le cas échéant les procédures appropriées;

d) veiller au respect des procédures établies et des valeurs limites de bruit en vigueur;

e) mettre en évidence les incidences de l'exploitation de l'Aéroport dans le domaine de l'aménagement du territoire, notamment les plans directeurs régionaux et nationaux;

f) suivre attentivement les activités des responsables de l'Aéroport et de ses usagers et prendre les mesures qui s'imposent en fonction de la réalisation des objectifs fixés à l'article 4 des présents statuts;

g) participer et influencer les discussions et procédures relatives au renouvellement de la concession d'exploitation de l'Aéroport;

L'association n'a pas un but économique et elle est neutre sur le plan politique.

III. RESSOURCES

6. Les ressources de l'Association sont constituées par:

a) **les cotisations annuelles** fixées par l'Assemblée Générale sur proposition du Comité Directeur.

Chaque Membre individuel acquitte la cotisation annuelle telle que fixée par l'Assemblée Générale. La cotisation est due dans les 30 jours suivant l'Assemblée Générale annuelle ordinaire. Le montant de la cotisation annuelle devant être acquittée;

b) le produit des publications;

c) les droits d'entrée éventuels et de participation aux manifestations, colloques et autres événements;

d) les subventions, dons et legs;

IV. MEMBRES

7. Peuvent devenir Membres de l'Association:

a) les Communes des cantons de Genève et Vaud, ainsi que les Communes françaises en tant que leur législation nationale le permet;

b) Les communautés et autres groupements de Communes, qui participent aux réunions en tant que Membres collectifs à titre d'observateurs, à condition que :

I) celles-ci disposent de statuts et soient valablement constituées selon leur droit national;

II) la majorité de leurs membres soient situés dans un territoire touché par les nuisances de l'Aéroport International de Genève;

III) qu'elles soutiennent les buts et les moyens de l'Association tels que définis aux articles 4 et 5 ci-dessus, à condition que cela soit prévu dans leurs propres statuts et qu'elles signent une déclaration spéciale à cet effet lors de leur adhésion aux présents statuts;

elles n'ont pas le droit de vote.

8. Pour être admis, il suffit au candidat de déclarer, par écrit, son intention de devenir membre de l'Association et de s'acquitter du montant de la cotisation annuelle. L'admission devient effective lorsqu'elle a été approuvée par le Comité Directeur, sous réserve de ratification par l'Assemblée Générale.

Si la législation cantonale ou nationale du candidat contraint ce dernier à obtenir une autorisation politique pour adhérer à l'Association, le candidat fournira les documents nécessaires prouvant que cette autorisation lui a été donnée.

Les décisions refusant l'admission d'un candidat sont du ressort de l'Assemblée Générale.

Le refus d'une candidature n'a pas besoin d'être motivé.

9. Tout Membre désirant abandonner ses activités au sein de l'Association doit en informer l'Association par écrit. La sortie ne devient toutefois effective qu'à la fin d'un exercice et à condition que l'Association ait reçu un préavis au moins six mois à l'avance.
10. Tout Membre est exclu s'il viole les statuts, nuit à l'association ou à la réalisation des tâches qu'elle s'est assignée ou cause de quelque manière que ce soit un préjudice aux intérêts qu'elle défend ou ne remplit pas ses engagements financiers vis-à-vis de l'Association.
11. L'exclusion est décidée par l'Assemblée Générale à la majorité des voix. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante. L'exclusion n'a pas besoin d'être motivée.
12. La perte de la qualité de membre entraîne la perte de tous les droits que la collectivité publique sortante ou exclue aurait pu faire valoir sur les biens de l'Association.

Les cotisations sont dues pour toute la période durant laquelle la collectivité publique avait la qualité de membre.

Le Membre exclu doit s'acquitter aussi bien des cotisations des exercices passés que de celles de l'exercice en cours.

13. L'Association répond de ses engagements sur son seul patrimoine; la responsabilité personnelle des Membres est limitée au paiement de la cotisation annuelle.

V. ORGANISATION

14. Les organes de l'Association sont:

- a) l'Assemblée Générale;
- b) le Comité Directeur;
- c) le Réviseur aux comptes;

a) L'Assemblée Générale

15. L'Association tient chaque année au minimum une Assemblée Générale ordinaire. Celle-ci se tient dans la première moitié de chaque exercice.

Il peut être convoqué une Assemblée Générale extraordinaire à l'initiative du Comité Directeur, du Réviseur aux comptes ou à la demande faite par écrit d'un cinquième des Membres.

Les Assemblées Générales extraordinaires ne peuvent traiter que des sujets spécifiques ayant motivé leur convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président du Comité Directeur ou, en son absence, par son Vice-Président, ou, en l'absence de celui-ci, par le Président qu'elle désignera. Le Président désigne un Secrétaire de l'Assemblée.

16. L'ordre du jour est arrêté par le Comité Directeur, en tenant compte des éventuelles propositions émises par l'organe de révision ou les Membres.

La convocation à l'Assemblée Générale est faite par écrit au moins 30 jours à l'avance, le cachet de la poste faisant foi. Elle doit préciser l'ordre du jour, le lieu et l'heure de la réunion.

17. Lors de l'Assemblée Générale, les communes sont représentées par le maire ou un adjoint, un conseiller administratif, le syndic ou un municipal.

A titre exceptionnel, une procuration peut être donnée par une Commune à une autre Commune.

Les Membres collectifs sont représentés par leur Président, respectivement par un délégué désigné à cet effet.

18. Aucune décision ne peut être prise en dehors de l'ordre du jour. Les questions évoquées ne figurant pas à l'ordre du jour doivent être portées à la connaissance du Comité Directeur et mises à l'ordre du jour de la prochaine assemblée afin d'être soumises à l'approbation des membres.

19. Les attributions de l'Assemblée Générale sont notamment les suivantes:

- a) Election du Président, du Vice-Président et du Comité Directeur;
- b) Examen du rapport de gestion du Comité Directeur;
- c) Examen des comptes et du rapport du Réviseur aux comptes;
- d) Discussion et approbation des comptes et du rapport de gestion du Comité Directeur;
- e) Décision relative à la décharge du Comité Directeur;
- f) Nomination du Réviseur aux comptes;
- g) Approbation du budget;
- h) Fixation de la cotisation annuelle;
- i) Examen et prise de position sur les propositions du Comité Directeur ou des Membres;
- j) Modification des statuts;
- k) Ratification des admissions des nouveaux Membres;
- l) Décision refusant l'admission d'un candidat ou l'exclusion d'un Membre;
- m) Décision sur tout autre sujet porté à l'ordre du jour.

20. L'Assemblée Générale est composée des Membres de l'Association présents à la réunion.

Les Membres individuels réunis à l'Assemblée Générale disposent d'une voix chacun.

Les Membres collectifs n'ont pas le droit de vote.

Les votations et élections ont lieu à main levée. Deux scrutateurs sont désignés par le Président.

Elles peuvent avoir lieu au scrutin secret si la majorité de l'Assemblée le décide.

21. Les décisions sont prises à la majorité absolue des Membres présents à l'Assemblée. En cas d'égalité des voix, la voix du Président est prépondérante.

Si la décision concerne une décharge accordée à un Membre, une affaire juridique ou un litige dans lequel le Membre est partie prenante, ce dernier n'a pas le droit de vote.

Toutefois, les décisions relatives à la modification des statuts, à la dissolution de l'Association ou à sa fusion avec d'autres associations doivent être prises en présence de deux tiers des Membres au moins. Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée Générale sera convoquée à nouveau dans un délai de 15 à 60 jours avec le même ordre du jour. Dans ce cas, l'Assemblée Générale statue quel que soit le nombre des Membres présents.

Pour être valables, les décisions de dissolution, fusion et modification des statuts doivent réunir la majorité des deux tiers des Membres présents.

22. Un procès-verbal est dressé à chaque réunion de l'Assemblée Générale.

Le procès-verbal doit être signé par le Président et par le Secrétaire désigné à cet effet.

b) Le Comité Directeur

23. L'administration et la gestion de l'Association sont exercées par un Comité Directeur (ci-après le "Comité") d'un maximum de 7 membres (y compris le Président), élus parmi les représentants des Membres de l'Association pour une durée de 2 ans et rééligibles.

En cas de départ d'un Membre du Comité en cours de mandat, le nouvel élu termine le mandat de celui qu'il remplace.

24. Le Comité élit son Secrétaire, désigne les personnes autorisées à représenter l'Association et définit leur mode de rémunération.

Le Comité peut désigner en son sein des commissions auxquelles il délègue des tâches spécifiques. Il peut également faire appel à des spécialistes extérieurs.

Les commissions sont convoquées par le Président et font rapport de leurs travaux au Comité.

25. Le Comité se réunit aussi souvent que nécessaire, à la demande du Président ou, en cas d'empêchement de sa part, du Vice-Président, de trois de ses membres ou du Réviseur aux comptes.

26. Le Comité peut engager financièrement l'Association dans les limites du budget approuvé par l'Assemblée Générale. Pour les dépenses urgentes qui se trouveraient être hors budget, dans la mesure où une Assemblée Générale ne peut être convoquée à temps, le Comité peut engager l'Association jusqu'à concurrence de CHF 5'000.--, soit € 3'333.-- au maximum (1,50 CHF pour 1 €).

27. Le Comité assume les tâches courantes de l'Association et sa représentation vers l'extérieur. Il prend toutes mesures utiles dans la poursuite des objectifs de l'Association, dans les limites de la loi et des présents statuts. Il a en particulier les compétences suivantes :

- a) Convoquer l'Assemblée Générale;
- b) Percevoir les cotisations annuelles et tenir la liste des membres;
- c) Statuer sur les demandes d'admission;

- d) Présenter les comptes, le budget et le rapport annuel à l'Assemblée Générale;
- e) Soumettre un programme d'action biennal.

28. Le Comité prend ses décisions à la majorité de ses membres présents. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante. En cas d'urgence, et si aucun de ses membres ne demande une réunion, le Comité peut prendre ses décisions par voie circulaire.

Il est tenu un bref procès-verbal des réunions et décisions du Comité.

c) Le Réviseur aux comptes

29. L'Assemblée Générale élit pour une durée de 2 ans un Réviseur aux comptes, rééligible. L'exercice se termine le 31 décembre de chaque année.

Le réviseur est tenu de vérifier à la fin d'un exercice annuel, le bilan et les comptes et de présenter un rapport écrit à l'Assemblée Générale.

VI. Dissolution et liquidation

30. En cas de dissolution, la liquidation est exécutée par le Comité Directeur, à moins que l'Assemblée Générale ne désigne d'autres liquidateurs.

VII. Affectation des biens

31. En cas de dissolution, la fortune de l'association sera attribuée par l'Assemblée Générale, de préférence à des institutions universitaires spécialisées dans la recherche de moyens de lutte contre les nuisances.

Statuts adoptés lors de l'Assemblée Générale constitutive du

13 mai 2002.

Et signés par les Communes fondatrices

Commune de Challex

Commune de Prévessin-Moëns

Commune de Chevry

Commune de Saint-Genis-Pouilly

Commune de Crozet

Commune de Satigny

Commune de Divonne-les-Bains

Commune de Sauverny

Commune de Ferney-Voltaire

Commune de Sergy

Commune de Mies

Commune de Tannay

Commune de Nernier

Commune de Vernier

Commune d'Ornex

Commune d'Yvoire

Commune de Pougny

Communauté de Communes du
Pays de Gex